

en passant ensuite à l'étude des sols, à la préparation des plans des pistes et des installations, et aux autres travaux requis, le tout devant se faire soigneusement et méthodiquement dans les plus courts délais qui soient compatibles avec l'utilisation la plus rationnelle possible des deniers publics.

[Français]

LE NOUVEL AÉROPORT DE MONTRÉAL ET
L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DU CENTRE
DU QUÉBEC

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné que l'emplacement du futur aéroport international est maintenant connu et que les citoyens de la rive sud sont évidemment un peu déçus, l'honorable ministre des Transports pourrait-il nous dire si l'on investira de l'argent ou si l'on fera quelque chose pour tout le centre du Québec, et plus particulièrement pour la rive sud, afin de favoriser le développement économique de cette région?

M. l'Orateur: Je signale à l'honorable député que sa question est de nature très générale et ne peut être posée à ce moment-ci.

[Traduction]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-
PROVINCIALES

LES ENTRETIENS SECRETS AU SUJET DES
PROBLÈMES FINANCIERS DES PRO-
VINCES ATLANTIQUES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre, monsieur l'Orateur. Le premier ministre a-t-il eu, à plusieurs reprises ou à quelques reprises, ces dernières semaines, des entretiens secrets avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick au sujet de la situation financière des provinces de l'Atlantique, comme l'a déclaré le premier ministre du Nouveau-Brunswick, ces derniers jours?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'ignore si je peux qualifier ces entretiens de secrets. J'ai rencontré le premier ministre du Nouveau-Brunswick et j'ai discuté avec lui de questions d'intérêt commun, une fois au cours des dernières semaines, je crois.

L'hon. M. Lambert: J'avais une question supplémentaire pour le ministre des Finances, mais en raison de son absence préméditée cet après-midi, j'aimerais la poser au premier ministre. Lors de ses entretiens avec le pre-

mier ministre du Nouveau-Brunswick et vu la situation financière de cette province, le premier ministre provincial a-t-il proposé un genre d'avance ou de versement anticipé en vertu de l'un des programmes conjoints ou à frais partagés pour renflouer la province?

Le très hon. M. Trudeau: Avant et après la conférence fédérale-provinciale de février, dont une partie importante de l'ordre du jour était consacrée à la question des programmes à frais partagés et autres, des discussions ont eu lieu avec les provinces sur les moyens de changer ou d'améliorer ou de modifier de quelque façon le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral. Naturellement, en explorant ces questions, des sujets de ce genre se sont présentés.

L'hon. M. Lambert: Ce sujet particulier s'est-il effectivement présenté?

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Étant donné les déclarations faites à Fredericton sur la question de l'accroissement de l'aide financière d'Ottawa, le premier ministre est-il en mesure de nous préciser le contenu des entretiens qu'il a eus avec le premier ministre Robichaud sur une aide financière possible au Nouveau-Brunswick? Le premier ministre reconnaît-il avoir eu des entretiens avec le premier ministre Robichaud, et si oui, quand saurons-nous ce qui s'est passé alors?

L'INDUSTRIE

LA CONCENTRATION DE LA PROPRIÉTÉ
ET DU CONTRÔLE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): J'ai une question pour le ministre de la Consommation et des Corporations. Des fonctionnaires de son ministère font-ils une enquête et analysent-ils le rapport que vient de publier le Bureau fédéral de la statistique sur l'interpénétration des sociétés, où l'on signale une formidable concentration de la propriété et du contrôle industriels au Canada, aux fins de présenter les projets de loi nécessaires pour réglementer...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député porte sur un sujet très vaste et je pense que ce n'est pas le moment de la poser.

[Français]

L'AGITATION ÉTUDIANTE

L'UNIVERSITÉ MCGILL—L'AIDE DE LA GEN-
DARMERIE ROYALE EN CAS DE
DÉMONSTRATION

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice et Procureur général.